

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/M/14
3 janvier 2001

(01-0006)

Comité des marchés publics

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 29 SEPTEMBRE 2000

Président: M. Dick Mak (Hong Kong, Chine)

1. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:
 - A. Demandes de statut d'observateur
 - B. Modifications apportées aux Appendices de l'Accord
 - C. Simplification du processus d'accession
 - D. Accessions:
 - i) *Islande*
 - ii) *Lettonie*
 - iii) *Panama*
 - iv) *Estonie*
 - v) *République Kirghize*
 - vi) *Jordanie*
 - vii) *Bulgarie*
 - viii) *Taipei chinois*
 - ix) *Pays ayant accédé récemment à l'Accord général*
 - E. Examen des législations nationales d'application
 - F. Négociations au titre de l'article XXIV:7
 - G. Autres questions
 - H. Rapport annuel (2000) au Conseil général
 - I. Date de la prochaine réunion
- A. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR
2. Le Comité est convenu d'accorder le statut d'observateur aux gouvernements de la République tchèque, de la Moldova et de la République slovaque, conformément à la décision qu'il avait prise sur cette question (GPA/1, annexe 1) et en réponse à la demande qu'il avait reçue de ces pays (GPA/W/115, W/120 et W/116, respectivement).

B. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX APPENDICES DE L'ACCORD

i) *Notifications*

3. Le Président a dit que, depuis la réunion de mars 2000, le Japon et Hong Kong, Chine avaient proposé d'apporter des modifications à leur Appendice I respectif (GPA/W/115 et W/116). Ces modifications étaient entrées en vigueur le 22 août 2000 (WT/Let/354) et le 26 août 2000 (WT/Let/355), respectivement.

4. S'agissant des modifications proposées par la Suisse à l'annexe 1 de l'Appendice I, notifiées dans les documents GPA/W/106 et Corr.1 du 16 mars 2000, le représentant de la Suisse a dit qu'en réponse à une demande d'éclaircissement reçue de la délégation des États-Unis (GPA/W/111), sa délégation avait produit une note indiquant les différences entre la nouvelle Annexe 1 proposée et l'Annexe 1 existante de la Suisse et donnant les raisons des modifications proposées (GPA/W/114). Les noms de divers ministères et services énumérés à l'annexe 1 avaient été modifiés en raison de changements constitutionnels. En outre, ne faisant plus partie du gouvernement central, les "Services du Parlement" avaient été supprimés. L'intervenant a confirmé que les services et entités énumérés sous chacun des ministères dans l'annexe 1 modifiée continuaient d'être ceux auxquels on se référerait dans la première annexe 1 se rapportant aux entités incluses au niveau du gouvernement fédéral suisse. Le représentant des États-Unis a dit qu'au vu des explications fournies par la délégation suisse et de la confirmation concernant la couverture des entités énumérées à l'annexe 1, sa délégation ne s'opposait pas aux modifications proposées. Le Comité est convenu que les modifications apportées par la Suisse entreraient en vigueur le 29 septembre 2000 (WT/Let/356).

5. Revenant à la modification proposée par le Japon à l'Annexe 3 de l'Appendice I le concernant, notifiée dans le document GPA/W/91, le représentant du Japon a dit que, depuis octobre 1999, des consultations avaient été menées avec les États-Unis, la Communauté européenne et le Canada sur la base des questions posées au Japon par ces délégations (GPA/W/97, W/99, W/100 et W/100/Add.1, respectivement) et des réponses du Japon à ces questions (GPA/W/104 et Add.1, GPA/W/107 et 108, respectivement). La délégation de l'intervenant regrettait que, malgré ces efforts, les Parties ne soient pas parvenues à retirer leurs objections concernant les modifications proposées. Comme le Japon l'avait précédemment expliqué, la Société de communications NTT était une entreprise privée constituée conformément à la Loi japonaise sur le commerce et n'était réglementée par aucune loi spéciale. De ce fait, selon le Japon, le gouvernement n'avait ni contrôle ni influence sur cette société et son exploitation était soumise aux conditions de la concurrence effective. La délégation de l'intervenant considérait que, comme la présente affaire l'avait montré, l'ambiguïté de l'article XXIV:6 b) concernant le retrait d'une entité de l'Appendice I pouvait donner lieu à différentes interprétations de la privatisation ou de la concurrence effective. Il a rappelé que le Japon avait suggéré que l'on tente de préciser la notion d'élimination de manière effective du contrôle ou de l'influence afin d'éviter les différends possibles sur la situation des entités considérées comme libérées du contrôle ou de l'influence du gouvernement (Job n° 860).

6. Le Comité a pris note de ces déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

C. SIMPLIFICATION DU PROCESSUS D'ACCESSION

7. Le Président a dit que la Liste de questions pour la communication de renseignements relatifs à l'accession à l'Accord sur les marchés publics avait été révisée à la lumière des observations formulées par les délégations pendant et après la réunion de mars. Le Comité avait par la suite adopté cette Liste conformément aux arrangements convenus à cette réunion (GPA/35). Les représentants des États-Unis, de la Communauté européenne et de Hong Kong, Chine ont dit que la Liste de questions constituerait un outil utile pour améliorer l'efficacité du processus d'accession. Ils

encourageaient tous les pays accédants à communiquer leurs réponses à la Liste de questions dans les moindres délais.

8. Concernant la note révisée sur l'établissement d'un calendrier indicatif des négociations concernant l'accession et du compte rendu de l'avancement des travaux (GPA/W/109/Rev.1), le représentant de la Communauté européenne a dit que sa délégation pouvait appuyer l'orientation suggérée dans la note. Eu égard aux différents éléments de la note, le représentant des États-Unis a dit que le calendrier indicatif devrait permettre le maintien de la pratique antérieure qui consistait à permettre à un pays accédant de présenter ses offres initiales en même temps que sa demande d'accession, de manière à éviter qu'il s'écoule une période de six mois entre les deux étapes initiales du processus d'accession. Le fait pour les parties d'entreprendre l'examen de l'offre du pays requérant dans les moindres délais contribuerait à l'accélération des étapes subséquentes de l'évaluation de l'offre. Le représentant de la Suisse, appuyé par les représentants d'Israël et de la Communauté européenne, a dit qu'une période d'attente de deux ans pour l'achèvement de chaque processus d'accession enverrait le mauvais message aux pays accédants concernant l'efficacité des procédures et n'inciterait guère à adhérer à l'Accord. Les représentants de la Communauté européenne et des États-Unis ont dit que tout calendrier indicatif convenu devrait être traité comme une hypothèse de durée maximale et reconnaître que certains pays pourraient prendre moins de temps pour achever leurs procédures d'accession. Également, dans certains cas, plus d'une consultation plurilatérale informelle pourrait s'avérer nécessaire. Toutefois, les Parties ne devraient pas compter uniquement sur des consultations plurilatérales pour échanger des renseignements, et le processus bilatéral devrait se poursuivre en parallèle. Le représentant des États-Unis a dit que les Parties à l'Accord devraient également être encouragées à accélérer les procédures en répondant aux offres initiales et en menant des consultations bilatérales le plus tôt possible avec les pays accédants. Le représentant du Panama a dit que la dynamique n'était pas la même dans les consultations bilatérales et plurilatérales. Le fait d'établir certains paramètres pourrait se révéler utile pour la conduite des consultations plurilatérales. Le représentant des États-Unis a dit que, si une approche ferme à l'égard des consultations n'était pas une garantie de succès, un échange de questions et de réponses écrites entre le pays accédant et les Parties, avant les consultations, pourrait contribuer à la prévisibilité des débats sur des questions présentant un intérêt horizontal.

9. Les représentants des États-Unis et de la Communauté européenne ont dit que les consultations sur les régimes de passation de marchés publics et les Appendices étaient indépendantes les unes des autres et, de ce fait, chaque processus devrait être assorti d'un calendrier distinct.

10. Le représentant de la Suisse a dit qu'à son avis, la désignation d'un facilitateur pour chaque pays accédant pourrait constituer l'une des manières de faire fonctionner de manière plus harmonieuse le processus d'accession. Le représentant de la Lettonie a dit qu'un facilitateur neutre pourrait se révéler utile pour simplifier le travail bilatéral fragmenté. Le représentant de la Communauté européenne a dit que le rôle d'un facilitateur n'avait pas besoin d'être formalisé. De nombreuses délégations jouaient déjà plus ou moins un rôle de facilitateur sur une base informelle en ce qu'elles trouvaient des solutions à des problèmes rencontrés par les pays accédants. Le représentant des États-Unis a dit que la participation du représentant d'un pays aux négociations avec le pays accédant pouvait nuire à son rôle de facilitateur.

11. Le représentant de la Bulgarie a dit que les procédures pourraient prévoir l'examen de la législation applicable avant la présentation de la demande d'accession et celle de l'offre initiale. Le représentant des États-Unis a dit que, contrairement à ce que présumaient certains pays ayant contracté des engagements pour adhérer à l'Accord, il n'était pas nécessaire d'adopter une nouvelle législation et d'achever le processus législatif interne avant d'entamer le processus d'accession. Agencer le processus de cette manière risquait de mener à l'adoption d'une législation qui ne serait pas entièrement compatible avec les prescriptions de l'Accord. Il serait sans doute plus souhaitable de

tenir le processus d'accession en parallèle avec le processus national de préparation de la législation nécessaire.

12. Le Comité a pris note de ces déclarations et est convenu que le Secrétariat réviserait la note sur le calendrier indicatif des négociations concernant l'accession à la lumière des observations formulées à la présente réunion.

D. ACCESSIONS

i) *Islande*

13. Les représentants des États-Unis, du Canada et d'Israël ont dit que les consultations bilatérales qui avaient été engagées avec l'Islande sur la base de l'offre contenue dans le document GPA/W/73/Rev.2 avaient été menées à terme. Appuyés par les représentants de la Communauté européenne, de la Suisse et de Singapour, ils se sont réjouis de l'accession de l'Islande à l'Accord.

14. Le Comité a adopté une Décision prévoyant l'accession de l'Islande à l'accord sur la base des modalités attachées à ladite Décision (GPA/43). Le représentant de l'Islande a exprimé la satisfaction de ses autorités relativement à la Décision prise par le Comité suite aux consultations bilatérales que l'Islande avait menées avec les Parties à l'Accord au cours des deux dernières années.

ii) *Lettonie*

15. La représentante de la Lettonie a dit que sa délégation avait mené des discussions bilatérales avec les délégations des États-Unis, de la Communauté européenne, de la Suisse et d'Israël depuis la présentation de son offre initiale en juin 1999 (GPA/SPEC/5). Malgré un début lent, les négociations sur l'accession étaient maintenant entrées dans une phase décisive. Étant donné qu'il s'était avéré difficile d'aller de l'avant au moyen de consultations bilatérales uniquement, il pourrait être souhaitable de consolider le travail bilatéral fragmenté existant par un processus plurilatéral. En outre, l'effort collectif des délégations intéressées était l'unique manière de faire avancer le travail sur les questions de fond, par exemple la manière d'aborder les changements de structure des institutions d'État en Lettonie et des économies en transition en général; les questions systémiques découlant des dispositions de l'Accord relatives à la réciprocité; et certaines questions techniques, notamment la fourniture de renseignements statistiques et les modifications législatives éventuellement requises pour l'accession.

16. Appuyé par les représentants de la Communauté européenne, de la Suisse et d'Israël, le représentant des États-Unis a dit qu'on gagnerait en efficacité si les pays accédants n'avaient pas à répéter les mêmes points avec chaque délégation. Il a dit que des progrès considérables avaient été accomplis dans les consultations bilatérales avec la Lettonie, mais qu'un certain nombre de questions demeuraient en suspens. Il serait utile d'organiser des consultations plurilatérales informelles entre les parties intéressées et la Lettonie afin de débattre certaines questions horizontales abordées au cours des consultations bilatérales. Certaines questions continueraient d'être soulevées de manière distincte à l'occasion de consultations bilatérales.

17. En terminant le débat sur l'accession de la Lettonie, le Comité est convenu que des consultations plurilatérales informelles auraient lieu entre la Lettonie et les Parties intéressées en janvier 2001, immédiatement après la réunion informelle concernant les négociations au titre de l'article XXIV:7. Ces consultations seraient préparées conformément aux arrangements suivants: i) toute Partie désireuse de poser des questions à la Lettonie concernant sa législation et ses procédures ainsi que son offre devrait le faire par écrit avant le 30 octobre; ii) la Lettonie devrait fournir des réponses écrites à ces questions avant le 21 décembre; iii) à moins d'avis contraire de la

Lettonie ou de la Partie désireuse de poser les questions, toutes questions et réponses devraient être distribuées à toutes les Parties avant les consultations bilatérales.

iii) *Panama*

18. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation s'était réunie un certain nombre de fois avec celle du Panama dans leurs capitales respectives. Sa délégation était déçue du peu de progrès accompli dans ces consultations et de la substance des réponses reçues du Panama à l'égard de sa position sur l'Autorité du canal de Panama. Il a encouragé le Panama à répondre à diverses questions soulevées par les Parties concernant l'inclusion de cette entité dans l'offre du Panama.

19. Le représentant du Panama a dit que son pays avait tenu des réunions bilatérales avec les États-Unis en mars et septembre 2000. L'inclusion de l'Autorité du canal de Panama avait été le principal sujet de tous les contacts récents avec la délégation des États-Unis. Si sa délégation avait fait tout en son pouvoir pour répondre aux préoccupations qu'avaient exprimées les États-Unis à maintes reprises, il se pouvait que la délégation des États-Unis ne soit pas satisfaite des réponses reçues à ses questions répétées en raison de la divergence d'opinions entre les deux délégations sur ce point. Reconnaissant l'importance qu'attachaient les Parties à cette question, le Vice-Ministère du commerce chargé des négociations sur le commerce extérieur avait engagé une série de consultations avec l'Autorité du canal au plus haut niveau ainsi qu'avec d'autres organes compétents. Toutefois, pour le moment, le Panama maintenait sa position selon laquelle il ne serait pas possible d'inclure l'Autorité du canal dans son offre. Pour expliquer le fond du problème, il a dit que l'Autorité avait été établie par disposition constitutionnelle en décembre 1993 afin de garantir que le transfert de la gestion et de l'exploitation du canal se ferait d'une manière harmonieuse, efficace, rentable et sécuritaire. L'Autorité du canal de Panama s'était vu accorder l'indépendance administrative de manière qu'elle puisse s'acquitter de sa tâche de maintenir le canal ouvert au passage ininterrompu des navires de tous les pays sans discrimination, et garantir l'efficacité opérationnelle du canal dans le meilleur intérêt de ses usagers. Le gouvernement du Panama et le peuple panaméen avaient estimé que ces mesures étaient nécessaires pour s'assurer qu'il n'y aurait pas d'interférence politique dans les travaux effectués par les autorités de la Zone du canal, comme prévu dans la Constitution, dans les traités internationaux ainsi que dans les autres lois pertinentes. Assujettir l'Autorité du canal aux règles de l'Accord constituerait une violation de la nature autonome de cet organisme et une limitation de sa liberté de prendre ses propres décisions en matière de passation de marchés publics. L'intervenant a ajouté que les procédures utilisées par l'Autorité du canal étaient les mêmes que celles auxquelles avaient antérieurement eu recours les États-Unis. Les dirigeants de l'Autorité du canal tiendraient vraisemblablement des consultations avec les Parties intéressées sur tous changements à ces procédures. Une fois cet obstacle relatif à l'Autorité du canal de Panama surmonté, l'intervenant estimait que le Panama et les Parties pourraient aborder d'autres questions moins difficiles.

20. Le représentant des États-Unis a dit que la couverture d'une entité acheteuse importante telle que l'Autorité du canal était importante au maintien de l'équilibre des engagements en vertu de l'Accord. Dans un autre contexte, le Panama avait contracté de vastes engagements pour assurer la transparence et la non-discrimination dans ses marchés publics. Il semblerait de ce fait étrange de ne pas inclure l'Autorité du canal dans les engagements au titre de l'Accord. Pour leur plus grande partie, les procédures de l'Autorité semblaient compatibles avec les prescriptions de l'Accord. Si tel était le cas, aucune nouvelle obligation ne lui serait vraisemblablement imposée. La délégation de l'intervenant se demandait de quelle manière l'inclusion de l'Autorité du canal dans l'Accord pourrait être considérée comme prêtant le flanc à une interférence politique. Au contraire, elle aiderait à montrer l'indépendance et l'objectivité du processus de passation de marchés publics de l'Autorité du canal et de renforcer le message que le gouvernement panaméen avait cherché à livrer à cet égard. Les autorités américaines poursuivraient leurs consultations avec leurs homologues panaméennes dans le but de trouver une manière de résoudre ce litige de haute importance pour elles.

21. Le représentant de la Communauté européenne a dit que pour les États-Unis autant que pour les autres Parties, la question de l'inclusion de l'Autorité du canal de Panama constituait un obstacle majeur à l'avancement de l'accession du Panama à l'Accord. Sa délégation considérait qu'en principe il ne devrait pas y avoir de problème d'incompatibilité entre l'Accord et les règles de l'Autorité du canal relatives à la passation de marchés publics. L'Administration avait été incluse dans l'Appendice I concernant les États-Unis avant son transfert au Panama. Les difficultés constitutionnelles auxquelles s'était référé le représentant du Panama devraient être réglées de manière satisfaisante pour l'ensemble des Parties.

22. En concluant le débat sur l'accession du Panama, le Président a suggéré que des consultations plurilatérales informelles pourraient avoir lieu entre le Panama et les Parties intéressées à la fin de janvier 2001. Le représentant du Panama a dit que même si sa délégation aimerait garder ouverte la possibilité de tenir des consultations informelles, il devrait demander des instructions de ses autorités avant de donner une réponse définitive à cet égard.

iv) Estonie

23. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays avait présenté une demande d'accession le 6 septembre 2000 (GPA/41). Son offre initiale avait été présentée le même jour (GPA/SPEC/9). L'Estonie avait tenu des consultations bilatérales préliminaires avec les délégations de la Communauté européenne et des États-Unis. Les représentants de la Communauté européenne, du Canada, de la Suisse et des États-Unis ont accueilli avec satisfaction la demande d'accession de l'Estonie. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation fournirait des réponses écrites à l'Estonie dans un avenir proche.

24. Concernant les prochaines étapes de l'accession de l'Estonie, le Président a suggéré que des consultations plurilatérales informelles soient engagées entre l'Estonie et les Parties intéressées à la fin de janvier 2001, à condition que l'Estonie donne bien avant les consultations de janvier des réponses à la Liste de questions contenue dans le document GPA/35.

v) République kirghize

25. Le représentant des États-Unis a rappelé que sa délégation avait posé des questions à la République kirghize (GPA/SPEC/7) concernant son projet d'offre en date du 11 mai 1999 (GPA/SPEC/4). Appuyé par le représentant de la Communauté européenne, il a dit que l'offre initiale de la République kirghize exigerait davantage de travail et a encouragé la délégation de cette dernière à présenter une offre révisée dans les moindres délais.

26. S'agissant des prochaines étapes de l'accession de la République kirghize, le Comité est convenu d'inviter cette dernière à fournir des réponses à la Liste de questions dans les moindres délais.

vi) Jordanie

27. Le représentant de la Jordanie a dit que son pays avait présenté une demande d'accession le 12 juillet 2000 (GPA/38). Dans le cadre de l'exercice de collecte de renseignements, sa délégation avait établi des contacts informels avec celles de plusieurs Parties. Dans le but de sensibiliser le public jordanien à l'accession du pays, deux ateliers avaient été tenus à Amman les 2 et 3 juin 2000 à l'intention de participants des secteurs public et privé. Ces ateliers avaient été organisés en coopération avec le Secrétariat de l'OMC et avec l'assistance de l'USAID en Jordanie. Des travaux étaient actuellement en cours pour recueillir de l'information sur le régime jordanien de passation de marchés publics et des statistiques sur les achats de l'État, et les réponses à la Liste de questions devraient être communiquées avant la fin d'octobre. Les représentants du Canada, de la

Communauté européenne, d'Israël, de la Suisse et des États-Unis ont accueilli avec satisfaction la demande d'accession de la Jordanie. En réponse à une question posée par un représentant de la Communauté européenne concernant le calendrier relatif à la présentation de son offre initiale, le représentant de la Jordanie a dit que des consultations internes en vue de la préparation d'une offre concernant les entités incluses avaient été engagées mais que les consultations avec les entités visées étaient toujours au stade préliminaire.

28. Relativement à la coopération technique, le représentant de la Jordanie a dit que son pays solliciterait de l'aide dans des domaines comme le perfectionnement des ressources humaines pour la mise en œuvre de l'Accord, l'utilisation de moyens électroniques pour passer des marchés publics et le partage d'expériences pratiques d'autres pays. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait eu un échange bilatéral de vues avec la Jordanie concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le secteur des marchés publics. Le Président a invité la Jordanie à communiquer aux Parties, par l'entremise du Secrétariat, ses besoins précis d'assistance technique concernant l'accession à l'Accord et la mise en œuvre future de celui-ci. Un programme souhaitable serait alors préparé par le Secrétariat pour répondre aux besoins de la Jordanie et pour trouver des sources d'aide appropriées.

29. Concernant les prochaines étapes de l'accession de la Jordanie, le Président a suggéré que des consultations plurilatérales informelles soient tenues entre la Jordanie et les Parties intéressées à la fin de janvier 2001, à condition que la Jordanie mette à la disposition des intéressés ses réponses à la Liste de questions contenue dans le document GPA/35 bien avant les consultations de janvier.

vii) Bulgarie

30. Le représentant de la Bulgarie a dit que son pays avait présenté une demande d'accession le 27 septembre 2000 conformément à une décision prise par le Conseil des ministres en date du 21 septembre 2000 (GPA/42). La Bulgarie présenterait dans un proche avenir des renseignements sur sa législation ainsi que ses réponses à la Liste de questions. Son offre serait présentée ultérieurement.

31. Le représentant des États-Unis, appuyé par le représentant de la Communauté européenne, a accueilli avec satisfaction la demande d'accession de la Bulgarie. Sa délégation avait été déçue du long délai qui s'était écoulé avant que la Bulgarie ne présente sa candidature à l'accession conformément aux engagements qu'elle avait contractés envers l'OMC à cet égard. Il a invité la Bulgarie à faire tout en son pouvoir pour présenter une offre avant les consultations plurilatérales informelles de la fin de janvier.

32. Concernant les prochaines étapes de l'accession de la Bulgarie, le Comité est convenu que la Bulgarie devrait fournir ses réponses à la Liste de questions contenue dans le document GPA/35 et présenter une offre initiale dans les moindres délais.

viii) Taipei chinois

33. Le représentant du Taipei chinois a dit que des consultations bilatérales avaient été engagées avec le Canada et la Communauté européenne. Appuyé par le représentant de la Corée, il a ajouté que les consultations avec la Corée avaient été achevées. Les représentants du Japon, de la Communauté européenne et du Canada ont dit que leurs délégations étaient en train d'examiner les réponses reçues du Taipei chinois. Le représentant des États-Unis a dit que la délégation du Taipei chinois s'était efforcée de clarifier certaines questions concernant les entités incluses ainsi que ses engagements procéduraux relatifs à l'Accord. Le représentant de la Suisse a dit que son pays avait reçu des renseignements sur la structure du gouvernement du Taipei chinois. Sa délégation examinait l'ensemble de l'offre et espérait être en mesure de faire avancer ce dossier bientôt. Le Comité a pris note de ces déclarations.

ix) *Pays ayant récemment accédé à l'Accord général*

34. Le Président a rappelé que les Protocoles respectifs d'accession de quatre pays ayant nouvellement accédé à l'Accord général, soit l'Albanie (WT/ACC/ALB/51), la Géorgie (WT/ACC/GEO/31), la Mongolie (WT/ACC/MNG/9) et la Slovénie (L/7492) comprenaient des engagements au titre de l'Accord sur les marchés publics.

E. EXAMEN DES LÉGISLATIONS NATIONALES D'APPLICATION

35. Conformément aux procédures convenues et au calendrier d'examen des législations nationales d'application, le Comité a commencé à examiner la législation de Singapour (GPA/39 et Add.1) sur la base des questions écrites présentées par les États-Unis (job n° 6052). Les Parties ont été invitées à communiquer avant le 15 novembre 2000 toutes autres questions qu'elles souhaitaient poser à Singapour et à Israël. La délégation de Singapour fournirait des réponses écrites à ces questions avant le 15 janvier 2001.

36. Concernant l'examen de la législation nationale d'application d'Israël (GPA/34), le Président a dit que les questions posées par la Corée à Israël avaient été distribuées sous le numéro de job 4434 et les réponses d'Israël sous le numéro de job 5773. Les questions des États-Unis à Israël avaient été distribuées sous le numéro de job 6051. À la demande du représentant d'Israël, le Comité est convenu de différer à la prochaine réunion l'examen de la législation nationale d'application d'Israël.

37. Le Comité est revenu sur l'examen en cours des législations nationales du Canada; de Hong Kong, Chine; de la Corée; de la Norvège; et des États-Unis. Des réponses écrites de Hong Kong, Chine aux questions posées par le Canada (job n° 1458) et les États-Unis (job n° 3825) ont été distribuées respectivement sous les numéros de job 4437 et 6050. Eu égard à la Corée, sa réponse à une question complémentaire du Canada avait été distribuée sous le numéro de job 4248. Quant à la Norvège, les questions du Canada et des États-Unis avaient été distribuées sous les numéros de job respectifs 4527 et 5689. Enfin, les réponses des États-Unis aux questions complémentaires du Canada avaient été distribuées sous le numéro de job 6053. Le Président a suggéré que le Comité considère que l'examen des législations du Canada; de Hong Kong, Chine; de la Corée; et de la Norvège était achevé, étant entendu que le Comité pourrait revenir en tout temps sur toutes questions relatives à la législation de ces Parties. Le dossier intégral de l'examen des législations du Canada; de Hong Kong, Chine; de la Corée; et de la Norvège serait distribué sous la forme d'un addendum aux documents respectifs GPA/13, GPA/27, GPA/12/Rev. 1 et GPA/10. Il en est ainsi convenu.

38. Le Comité est également convenu qu'à sa prochaine réunion il se pencherait sur tous les points en suspens concernant les législations de Singapour et des États-Unis. Il engagerait également l'examen de la législation nationale d'application d'Israël (GPA/34), du Japon (GPA/37), du Liechtenstein et du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba.¹ Conformément à la procédure convenue pour l'examen, les Parties seraient invitées à communiquer leurs questions écrites à ces délégations avant le 15 décembre 2000, et des copies de ces questions seraient mises à la disposition du Secrétariat qui les distribuerait aux autres Parties.² Israël, le Japon et le Liechtenstein fourniraient des réponses écrites à ces questions d'ici au 15 février 2001.

¹ Aruba et le Liechtenstein n'ont pas encore répondu au document GPA/1/Add.1.

² Les questions de la Corée à Israël ont été distribuées sous le numéro de job 4434.

39. Le représentant de la Communauté européenne a dit que la Communauté avait entamé l'examen de sa législation interne sur les marchés publics, législation dont l'objectif était de simplifier les directives existantes. Par exemple, les directives distinctes pour les biens, les services et les travaux publics seraient codifiées dans une directive unique. Le Comité recevrait notification des résultats de ce travail.

F. NÉGOCIATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XXIV:7

40. Faisant rapport sur les consultations informelles tenues le 28 septembre 2000 relativement aux négociations au titre de l'article XXIV:7 b), le Président a dit que les Parties avaient entamé l'examen article par article relatif aux principes de base de l'Accord (articles III, IV, XVI, XVII:I, XIX:I), aux spécifications techniques (article VI), à l'examen des soumissions (articles XVIII:2 et XX), et avaient examiné de manière plus approfondie les articles VII à XV et XVIII, paragraphes 1, 3 et 4. Si des suggestions et des commentaires précis avaient été formulés à l'égard d'un grand nombre de ces articles, sur la base de la note du Secrétariat intitulée "Modifications suggérées au libellé de l'Accord de 1994" (job n° 5749), les nouvelles propositions présentées par les États-Unis concernant les articles VIII et XX et par la Communauté européenne concernant l'article VI avaient fait l'objet d'un débat particulièrement approfondi. En outre, le groupe avait eu un autre échange de vues sur la base des propositions présentées antérieurement concernant les articles VII à XV et XVIII, y compris celles présentées par les États-Unis à la réunion de juin (GPA/W/112 et GPA/W/113), qui tenaient compte des questions écrites des autres Parties et des réponses des États-Unis relativement à ces propositions (jobs n° 5595 et 4954/Add.1). Le groupe s'était également penché sur les autres aspects des négociations au titre de l'article XXIV:7, soit l'élimination des mesures discriminatoires et l'extension du champ d'application. Il avait noté qu'à sa prochaine réunion, lorsqu'il discuterait de champ d'application et de portée, il porterait une attention spéciale à ces questions. Comme il en était convenu à sa réunion de juin 2000, le groupe se pencherait à ce moment-là sur les questions relatives à la portée et au champ d'application (articles I^{er}, II et Annexes); les exceptions (articles XXIII et V); les dispositions institutionnelles (articles XIX:2, XIX:5, XXI, XII, XXIV, XVII:2); et les rapports statistiques (article XIX:5). Les délégations ayant l'intention de présenter des propositions relativement à ces articles avaient été exhortées à faire tout en leur pouvoir pour les remettre avant le 5 janvier 2001 de manière à faciliter le débat à la prochaine réunion du groupe. S'agissant des rapports statistiques, comme cela avait été convenu à la réunion de mars 2000, le Secrétariat distribuerait un document exposant les principaux points de désaccord. Le groupe reviendrait également sur les articles déjà examinés, en portant une attention particulière à ces propositions, qui n'avaient été présentées que peu de temps avant l'actuelle réunion, ainsi qu'aux propositions antérieures à l'égard desquelles des délégations avaient indiqué qu'il convenait de les étudier de manière plus approfondie. Il avait été noté que la délégation des États-Unis avait l'intention de présenter des renseignements additionnels concernant le concept du refus d'accorder des avantages. La prochaine réunion informelle concernant les consultations au titre de l'article XXIV:7 aurait lieu à la fin de janvier 2001.

G. AUTRES QUESTIONS

41. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation continuait d'être préoccupée par l'échec du Canada à résoudre la question de l'extension du champ d'application de l'Accord à ses entités sous-centrales. Le Canada n'avait pas donné suite à l'engagement qu'il avait contracté au cours de la négociation de 1994 sur l'Accord à cet égard. Sa délégation avait soulevé cette question de manière bilatérale avec la délégation canadienne à différentes occasions. Certains États importants des États-Unis qui avaient offert de manière unilatérale un accès non discriminatoire aux fournisseurs canadiens dans leurs marchés publics étaient intéressés à accomplir des progrès relativement à cette question étant donné qu'ils étaient préoccupés par le fait que leurs fournisseurs ne bénéficiaient pas d'un traitement similaire au Canada. Le représentant de la Communauté européenne, partageant les préoccupations exprimées par les États-Unis, a dit que la Communauté réexaminerait sa position

concernant cette question. Les conditions invoquées par le Canada pour justifier sa position ne s'appliquaient pas à la situation dans la Communauté européenne. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation s'attendait à ce que le Canada s'efforce de respecter les engagements qu'il avait pris dans le cadre des négociations. La représentante du Canada a dit que sa délégation avait pris note des préoccupations exprimées par les Parties mais que le Canada n'avait pas changé la position qu'il avait adoptée à cet égard depuis l'entrée en vigueur de l'Accord.

H. RAPPORT ANNUEL (2000) DU CONSEIL GÉNÉRAL

42. Le Comité est convenu d'accepter les arrangements relatifs à l'adoption de son rapport annuel pour 2000 au Conseil général sur la base d'un projet préparé par le Secrétariat. Ce rapport a ultérieurement été adopté et distribué sous la cote GPA/44.

I. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

43. Le Comité est convenu de tenir sa prochaine réunion en mars 2001.
